

---

« Recenser la modernité : compte rendu du livre de Courville, S., Robert, J.C. et Séguin, N. (1995) Atlas historique du Québec. Le pays laurentien au XIXe siècle : les morphologies de base. »

Robert Sweeny

*Cahiers de géographie du Québec*, vol. 41, n° 114, 1997, p. 423-429.

Pour citer ce document, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/022681ar>

DOI: 10.7202/022681ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

---

*Robert Sweeny, de l'Université Memorial, nous a fait parvenir en septembre dernier un long compte rendu de l'ouvrage de Serge Courville, Jean-Claude Robert et Normand Séguin, Atlas historique du Québec. Le pays laurentien au XIX<sup>e</sup> siècle: les morphologies de base (Québec, Presses de l'Université Laval, 1995, 171 p., ISBN 2-7637-7376-1). Nous publions ici ce texte accompagné de la réplique des auteurs du livre en question et d'un commentaire final de Robert Sweeny (NDLR).*

## RECENSER LA MODERNITÉ

**Robert C. H. Sweeny**

Département d'histoire

Memorial University of Newfoundland

Après près de dix ans de recherche, l'équipe de Serge Courville, Jean-Claude Robert et Normand Séguin a produit une synthèse magistrale. Pour la collection *Atlas historique du Québec*, c'est un départ impressionnant. Les morphologies de base de la vallée du Saint-Laurent au XIX<sup>e</sup> siècle sont un sujet à la fois important et complexe que les auteurs ont choisi d'aborder par le biais des recensements de 1831, 1851 et 1871. La démographie, les moyens de transport, l'agriculture, l'industrie et l'échange sont les cinq thèmes privilégiés et chacun est examiné à l'aide d'un essai interprétatif et d'un encart cartographique. Bien écrit, joliment illustré et soigneusement présenté, c'est un beau livre.

Malgré ses belles apparences, il s'agit moins d'un livre de référence que d'un livre de réflexion et de débat. D'ailleurs, l'introduction nous en prévient: Raoul Blanchard fut trop particulariste, alors que Fernand Ouellet s'inscrit dans une lignée culturaliste qui remonte à Lord Durham. Au-delà des régions et derrière les mentalités, l'ensemble possède une cohérence socioéconomique qui s'inscrit dans le temps et dans l'espace. Ainsi, Courville, Robert et Séguin ont une position historiographique à mettre de l'avant et chaque chapitre contribue à sa mise en place progressive.

Bien qu'interne, la spécificité démographique dévoilée n'est pas l'encombrement rural et encore moins la revanche du berceau. C'est plutôt une combinaison de forces qualifiées de «centrifuges» et de «centripètes». En 1871, la taille moyenne d'une maisonnée assez modeste, autour de 5,5 personnes, est le résultat de deux voies migratoires: vers les terres de colonisation ou vers les centres urbains, d'abord les villages et ensuite les villes. Ces migrations nécessitent des moyens de transport en premier lieu routiers, ensuite fluviaux et finalement ferroviaires. Vue sous l'angle des bases matérielles de l'échange, cette infrastructure sert à démontrer la cohérence interne grandissante de l'axe laurentien, une cohérence qui fut renforcée par les lentes transformations de l'agriculture. Les défrichements progressifs permettent des récoltes plus abondantes et des pâturages nouveaux sur les terres désormais

disponibles. L'abandon du blé et la montée de l'élevage sont les signes précurseurs d'une certaine modernisation; cependant, la persistance de la petite, voire très petite, production souligne la nature évolutive des changements. Mais l'agriculture n'est pas la seule vocation rurale. Une poussée industrielle se fait sentir en campagne et dans les villages ruraux, pour ensuite atteindre les villes. Même si nous sommes loin de l'industrialisation généralisée du tournant du siècle, des caractéristiques régionales significatives s'annoncent. Il y a d'abord l'exploitation des ressources naturelles en zones périphériques et au nord-est de l'axe. La prééminence de Montréal par rapport à Québec se confirme également. Ainsi, malgré une importante communauté marchande à Québec, la distribution dans l'espace et les changements dans le temps des relais de l'échange — commerçants et aubergistes et ensuite commis voyageurs et hôteliers — témoignent de l'importance de la grande région montréalaise. Bref, les auteurs croient que cette société fut façonnée sur place sans heurts. Les révolutions se font ailleurs.

Cette thèse d'une modernisation indigène, lente et sans rupture, s'appuie sur une analyse détaillée des agrégés par localités de trois recensements, épaulée par des recherches ponctuelles dans les listes nominatives des maisonnées recensées, les cartes d'époque, les archives diocésaines et une version informatisée du recensement industriel de 1871. Les survols démographiques et agricoles, l'évaluation de l'industrie en 1831 et 1851, de même que l'image générale du monde commercial viennent de l'analyse des agrégés. Les cinq cas d'études démographiques, l'analyse de la taille des producteurs agricoles par produit, l'examen d'équipements industriels en 1851 et l'analyse socioprofessionnelle du commerce, de l'hébergement et des métiers du boucher et du boulanger se basent sur les listes nominatives. Seule l'analyse des moyens de transport privilégie d'autres sources que les recensements.

L'analyse des agrégés et leur présentation cartographique font de ce livre un point de repère dorénavant essentiel pour notre compréhension de l'histoire et de la géographie du Québec. Le travail préliminaire accompli dans le but d'établir les types de poids et mesures utilisés dans chaque localité, ainsi que les frontières de ces localités pour chaque recensement, constitue à lui seul une contribution méthodologique majeure. Néanmoins, le choix de s'appuyer sur les agrégés impose des limites analytiques significatives, lesquelles sont accentuées par le mode de traitement des listes nominatives. À cette question de méthode s'ajoutent des problèmes techniques et conceptuels qui ont pour effet de miner la thèse centrale des auteurs, puisque des morphologies socioéconomiques importantes leur ont échappées. Pour saisir l'ampleur de ces problèmes et comprendre les éléments manquants, il faut revoir leur démarche en détail.

Le chapitre démographique vise à démontrer la cohérence, dans le temps et l'espace, entre la population et son habitat. La démonstration tourne autour de deux questions distinctes: la diversité ethnique et la régulation démographique. Les auteurs abordent la diversité ethnique par le biais d'une analyse sommaire du fait non-catholique. De Métis à Argenteuil, il y a des localités où les Protestants semblent tenaces et les auteurs concluent que «la population anglophone» semble plus résistante à l'«ajustement territorial» que les «francophones» (p. 9). Malheureusement, ce glissement des données confessionnelles aux catégories

linguistiques marque aussi l'encart cartographique où la proportion des Protestants est sensée représenter celle de tous les non-francophones (p. 22). Ici il semble qu'il s'agisse d'une simple erreur technique, puisque le titre de la figure évoque une population «de plus en plus diversifiée» — ce qui est vrai pour l'ensemble des non-francophones entre 1831 et 1871 — alors que les données en montrent partout une baisse, parfois substantielle. Voici une erreur simple mais sérieuse, car pendant la période étudiée, alors que la plupart des anglophones restent à la campagne, diverses communautés de langue anglaise forment la majorité de la population à Montréal et une minorité très importante à Québec. Les communautés de langue anglaise — un quart de la population bas-canadienne — ne refont surface que dans le chapitre portant sur le commerce, qui malheureusement entretient la fausse impression que ces communautés sont majoritairement composées d'immigrants.

On comprend facilement pourquoi la régulation démographique est si importante pour les auteurs. La soutenance de leur thèse nécessite qu'ils démontrent non seulement qu'il n'y a pas eu de crise malthusienne, mais encore que la société laurentienne était suffisamment cohérente pour avoir pu régler les problèmes nés des pressions démographiques. L'ennui avec leur démonstration c'est que ces pressions ont causé des difficultés pour des raisons qui n'ont pas de rapport direct avec le régime démographique. On peut avoir une stabilité dans la structure des ménages ou une baisse dans la taille moyenne des maisonnées et quand même faire face à une crise. Dans cette société paysanne, l'accès à la terre et la reproduction sociale étaient intimement reliés. La quasi-totalité des bonnes terres dans l'aire seigneuriale avait déjà été concédée au début de la période retenue; ce furent donc davantage les facteurs socioéconomiques que les facteurs démographiques qui influencèrent le choix d'acheter ou de migrer. Le fait que les régions ayant les meilleures terres aient vu une diminution de leur population entre 1851 et 1871 revêt alors une importance sociale capitale. L'apparente continuité des anciens modes de colonisation et de reproduction familiale cache ici une différenciation sociale au sein de la paysannerie qui s'articule dans l'espace. Certes, l'attrait des villages était un élément neuf, mais quand un adulte sur quatre habite dans une maisonnée où il n'a pas de parenté, comme c'était le cas à Baie-Saint-Paul en 1851, le rapport entre choix et contrainte doit au moins se poser.

L'analyse des moyens de transports et de communication s'intitule «les bases matérielles de l'échange», puisque les auteurs visent à montrer l'intégration grandissante de l'axe laurentien. Ici, le problème est simple: les réseaux dévoilés témoignent d'une aire d'échange qui dépasse largement les limites retenues par les auteurs. Rappelons que l'axe laurentien a été défini comme les anciennes paroisses de l'aire seigneuriale; seules les seigneuries marginales de Mille-Vaches, Madawaska et Petite Nation ont été exclues. Par contre, des cantons créés au XVIII<sup>e</sup> siècle, seul Johnson dans le comté de Napierville a été retenu et ce simplement parce qu'il a été inclus dans les agrégés des terres seigneuriales avoisinantes. Or, en 1831, de nombreux cantons paraissaient nettement plus intégrés dans le réseau routier de l'axe que l'arrière-pays des districts de Trois-Rivières et de Québec. Certes, à la fin du siècle, ces pays d'en haut auront leurs routes, mais pas les chemins de fers ni les lignes de télégraphe qui sillonnaient alors les cantons.

Ainsi, la seule fois où les auteurs soumettent leur définition de l'intégrité de l'aire d'étude à une vérification, cette définition fait défaut. À cause de la technique graphique privilégiée, ce défaut a des implications particulièrement graves pour la démonstration de leur thèse. En effet, les auteurs utilisent souvent des cartes où les données pour chaque localité sont présentées comme une proportion de l'aire d'étude. Or, si la définition de l'aire d'étude n'a pas l'intégrité présumée, ces cartes ne représentent qu'une analyse spatiale arbitraire ayant une signification douteuse.

À mon avis, l'aire d'étude possède une cohérence historique importante, non pas pour les raisons offertes par les auteurs, mais parce que les rapports de propriété comptent. Au début de la période, la quasi-totalité de la population étudiée est censitaire. Ainsi, les rapports entre la population et l'habitat ont été, au moins en partie, des rapports seigneuriaux. Au Bas-Canada, il n'y a pas eu d'abolition du régime seigneurial; il y a eu une commutation, c'est-à-dire un processus complexe de transformation des rapports de propriété en vertu duquel bon nombre de censitaires a accédé à la propriété en franc-alleu, les seigneurs étant compensés pour la perte de leurs privilèges. Cette commutation a pris place au beau milieu de la période étudiée. Dans une société paysanne, existe-t-il un changement morphologique de base plus important qu'une réforme agraire? Le silence total des auteurs sur la question m'étonne. Voilà un élément fondamental qui manque.

Des changements progressifs dans l'agriculture sont essentiels à la thèse d'une modernisation lente et indigène. Malheureusement, dans ce chapitre, plus qu'ailleurs, le mode de traitement des listes nominatives accentue les limites analytiques des agrégés, alors qu'une erreur technique de taille affaiblit la présentation des données. D'abord l'erreur technique: les auteurs comparent la production agricole des différents recensements à l'aide de graphiques en secteurs proportionnels (les «tartes» ou *pie charts*). Si la production d'une année a été le tiers de celle d'une autre année, ils la représentent par un cercle ayant un diamètre d'un tiers plus petit. Or la superficie d'un cercle est une fonction du rayon au carré ( $r^2\pi$ ) et non du diamètre. L'erreur fait en sorte que tous les graphiques en secteurs comparatifs dans l'*Atlas* sont quatre fois plus petits qu'ils ne devraient l'être. Ainsi une progression continue, mais modeste, de recensement en recensement, apparaît comme une augmentation très importante. En agriculture, la réalité fut toute autre. C'est autant la continuité et une baisse de la productivité que le changement et une augmentation de la production qui semblent marquer ce monde agricole de plus en plus différencié.

Année	Cultivateurs ≥ 10 acres	Terre totale	Terre défrichée	Terre en pâturage	Unités animales	Boisseaux produits
1831	44 500	3 500 000	1 470 000	n.d.	370 000	14 600 000
1851	58 000	4 800 000	2 450 000	1 024 706	470 000	17 400 000
1871	64 500	6 200 000	3 910 000	1 302 692	570 000	29 500 000

L'analyse des agrégés ne permet qu'une description assez générale qui admet plusieurs interprétations. En premier lieu, la chute de la productivité, peut-être autant que 40 %, arrive assez tôt pour être en arrière-plan des rébellions. Il y a stabilité par la suite et ce malgré l'augmentation de la superficie des fermes: 73 % de celles-ci, en 1871, comptent au moins 50 acres. Une baisse importante dans la production du blé succède à une augmentation de la production d'avoine. L'expansion de l'élevage est plutôt modeste: le nombre de têtes des cheptels passe de 1,2 million en 1831 à 1,7 million en 1871, c'est-à-dire une croissance moindre que celle de toutes les autres denrées de base. Certes, l'addition de quelque 40 000 vaches laitières (12 % du total) entre 1851 et 1871 n'indique pas un virage majeur. On comprend pourquoi les auteurs sont retournés aux listes nominatives.

À partir de ces listes, les auteurs établissent la taille des producteurs par produit. Ils les classifient, selon l'écart-type, en cinq catégories: très petit, petit, moyen, gros et très gros. Les résultats sont remarquables. Selon le produit examiné, entre 60 et 85 % de tous les cultivateurs sont classés «très petits» producteurs, ce qui est énorme. Ces très petits producteurs auraient été responsables d'entre un quart et un tiers de toute la production agricole recensée, c'est-à-dire moins que les «petits», mais davantage que les «moyens» et plus de deux fois les deux catégories du «gros». Ces très petits producteurs se trouvaient davantage au centre et à l'est de l'axe et plutôt loin du fleuve. Bref, ils étaient de ceux qui avaient pris la voie migratoire de la colonisation. Malheureusement, on ne peut les connaître davantage à cause d'une faille dans la méthode de traitement des données.

Lors de leur analyse des listes nominatives, les auteurs n'ont pas respecté l'intégrité des maisonnées. Il se peut ainsi qu'un très petit producteur d'avoine soit plus important dans un autre domaine de production. Ou encore qu'en comptant ensemble toutes les très petites productions de divers produits chez un même très petit cultivateur, on en arrive à un niveau plutôt petit ou même moyen. Or ce type d'agriculture mixte, sans spécialisation précise, était répandu au XIX<sup>e</sup> siècle. Cependant, le traitement par produit privilégié par les auteurs empêche de faire précisément ce type de lien; alors quand ils nous offrent une analyse de la taille des producteurs eux-mêmes, il s'agit d'un saut analytique périlleux. L'analyse offerte est néanmoins tranchante: ces très petits producteurs n'étaient pas de véritables producteurs agricoles. Cette exclusion a comme résultat un «fait notable» qui facilite l'explication des transformations de l'agriculture: «comment ne pas y voir l'influence du marché, d'autant que les véritables exploitants se situent presque tous dans les secteurs voisins des agglomérations» (p. 59)? Plutôt que la différenciation au sein de la paysannerie, ce qui est notable, à mes yeux, c'est le nombre de familles qu'il est nécessaire d'exclure avant que ne soit mise en évidence la primauté du marché.

Une poussée industrielle ne se confond pas avec une révolution industrielle. D'après les auteurs, une industrialisation généralisée n'arrive qu'au tournant du siècle, mais le terrain avait été bien préparé, surtout à la campagne. Afin de démontrer ceci, ils nous offrent trois évaluations du nombre d'équipements industriels dans l'axe laurentien. Aucune des trois évaluations n'analyse les établissements industriels; l'objet d'analyse est plutôt l'équipement, c'est-à-dire «une organisation technique dont la finalité est d'assurer une fabrication définie en un lieu déterminé» (p. 78). Aussi, chaque activité distincte d'un moulin

polyvalent compte. La première évaluation distingue, d'après les agrégés, le nombre de moulins de celui des distilleries et des fonderies en 1831 et 1851. Il y a peu de changements évidents. En termes relatifs, il y eut même une baisse, puisqu'à chaque année un nombre à peu près constant d'équipements a été recensé en milieu rural. Les auteurs retournent alors, selon leur expression, au «pays réel» des listes nominatives de 1851 afin de répertier tous les équipements dont il est fait mention. Le résultat est rassurant: au lieu des 1032 équipements des agrégés en milieu rural, ils en répertient 2926. La troisième évaluation porte sur une version informatisée du recensement des établissements industriels de 1871 montée par des chercheurs de l'Université Guelph. Les auteurs l'utilisent pour faire une étude de la distribution et de la taille des équipements. Ils répertient 10 072 équipements, dont 8419 hors des deux villes principales. En tout, 55 036 personnes y travaillent, dont 36 289 dans un lieu où au moins 10 personnes sont employées.

Cette démonstration soulève des questions d'ordre méthodologique et conceptuel. D'abord la méthode: chaque évaluation se base sur une série différente, le concept d'équipement ne fournissant que l'illusion d'un lien. Je dis illusion, parce qu'à chaque fois il fallait modifier l'application de la définition d'équipement afin qu'elle concorde avec la nature et la logique de la nouvelle source examinée. Ainsi l'accroissement d'équipements peut être plus apparent que réel, surtout lorsqu'on ne tient pas compte des limites propres aux sources. Prenons l'exemple du «pays réel» des listes nominatives de 1851 que, au moins en ce qui concerne Montréal, on aurait plutôt envie de qualifier de «pays des merveilles», puisqu'il n'y avait que 34 équipements, dans tous les secteurs, pour l'ensemble de la ville. Doit-on conclure que Montréal était réellement moins industrialisée que la plupart des comtés ruraux? Ou plutôt qu'il y a un problème méthodologique?

L'idée qu'on peut évaluer le niveau d'industrialisation ou même les tendances de celle-ci en comptant le nombre d'équipements est fautive. Un atelier de cordonnier vaut-il une usine de souliers? Combien faut-il de forgerons ruraux pour faire l'équivalent du département de locomotives du Grand Tronc en 1871? Département dont la production illustre la discussion sur les moyens de transport (p. 39), mais que les auteurs ne comptent pas comme équipement (p. 158), parce que le recensement industriel de 1871 ne reconnaît pas les divisions internes dans les grands établissements.

La raison pour laquelle les auteurs ont choisi cette approche est claire: afin «de rendre compte des signes tangibles d'une montée [industrielle] cette notion [du nombre d'équipements est] plus utile dans les portraits d'ensemble des industries rurales» (p. 78). C'est un drôle de critère pour un exercice dont le but est d'établir l'importance relative des industries rurales par rapport aux industries urbaines. Le problème majeur de cette approche réside toutefois ailleurs; elle endosse un concept désuet de l'industrialisation. Depuis les recherches pionnières de Raphael Samuels et d'Ian McKay il y a plus de 20 ans, l'historiographie ne présume plus que seuls l'usine et le machinisme ont caractérisé la révolution industrielle. L'industrialisation a augmenté le recours aux outils manuels et a stimulé la création de petites unités de production, souvent en aval et en amont des usines. Ni une analyse de la taille des équipements, ni une cartographie de leur emplacement ne peut saisir la complexité et la cohérence de ces transformations, d'autant plus que les auteurs ont décidé de ne pas considérer les activités artisanales qui côtoyaient

---

les établissements industriels et la petite production paysanne non-agricole, telle la fabrication du drap. Cette définition restrictive de l'industrie rurale empêche de voir les nouveaux rapports sociaux de production qui reliaient ce monde en voie d'industrialisation. Ayant fait abstraction du pays réel et en attendant la présence généralisée des usines au tournant du siècle, il ne reste alors que le marché comme facteur explicatif des changements au XIX<sup>e</sup> siècle.

Leurs analyses de la démographie, des moyens de transport et de communication, des transformations dans l'agriculture et de la poussée industrielle soulignent toutes l'importance du marché. Logiquement, c'est donc avec une analyse détaillée des marchands et des agents d'hébergement que se conclut cette description des morphologies de base. L'étude des «dispositifs de l'échange» constitue le meilleur chapitre de l'ouvrage. L'évaluation critique des sources est soutenue et très bien menée. Pour chaque recensement, on commence par un aperçu du contenu des agrégés, qui comprend une comparaison parfois surprenante avec les données du Haut-Canada, et on contraste ensuite cette image avec celle fournie par une analyse nuancée des listes nominatives. Ici, les auteurs évitent les problèmes qui caractérisent l'analyse de la poussée industrielle et, à l'encontre de leur traitement des cultivateurs, l'intégrité des maisonnées des marchands et des commerçants est respectée. Cela porte fruit et un aspect insoupçonné du paysage rural se révèle. En 1871, plusieurs marchands et commerçants étaient propriétaires de fermes considérables. Parmi leurs productions importantes, on note le beurre et le porc, mais aussi le bois de chauffage et les pommes de terre, produits qu'on qualifie trop souvent de denrées de subsistance.

Certes, ce chapitre a sa part d'erreurs. Une échelle qui n'a pas de sens (p. 110), une catégorie socioprofessionnelle (*storeman*) qui n'aurait pas dû y être, un traitement de deux métiers comme artisanaux alors qu'ils sont en voie d'industrialisation et la malheureuse tendance à laisser entendre que les anglophones étaient des immigrants. Mais le problème majeur de ce chapitre est d'un tout autre ordre. Comme les auteurs démontrent clairement l'importance d'une analyse critique des sources et le soin que cela exige, les lecteurs sont en droit de se demander de quelle façon les chapitres précédents auraient été différents si la même attention, accordée à juste titre aux marchands et aux commerçants, avait été accordée aux autres habitants de l'axe laurentien.

Cet ouvrage de réflexion et de débat est une contribution majeure à l'historiographie nord-américaine. Les auteurs nous invitent à reconsidérer les rapports entre le temps et l'espace au XIX<sup>e</sup> siècle, invitation extrêmement importante en soi. La division disciplinaire entre l'histoire et la géographie a trop duré et ce livre montre clairement les avantages d'une collaboration étroite entre ces deux champs d'étude. De plus, les auteurs proposent une thèse nouvelle. À mon avis, ils la démontrent de manière peu convaincante, mais je me demande si, au fond, ce n'est pas pour une raison d'ordre épistémologique. Les recensements sont des sources de valeur qui nous permettent de décrire souvent en détail certains des aspects significatifs du XIX<sup>e</sup> siècle. Mais décrire n'est pas expliquer. Il se peut que le fardeau de la preuve d'une modernisation indigène, lente et sans heurts, soit simplement trop lourd à porter par cette source seule. Chose certaine, la thèse de Courville, Robert et Séguin sera au centre de nos débats pour de nombreuses années à venir.